

BÂTIMENT 78

MARCHE DE PRESTATIONS DE NETTOYAGE COURANT ET DE NETTOYAGE DE LA VITRERIE DU BATIMENT 78

marché n°SEB78-2025-02

Marché public de fournitures courantes et de services

Marché passé sous forme d'un appel d'offres ouvert

En application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

REPONSE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE

DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS

Vendredi 28 novembre 2025 à 12 heures

SOMMAIRE

1.	Personne morale de droit public passant le marché	4
2.	Objet du marché	4
2.1.	Objet	4
2.2.	Allotissement	4
2.3.	Lieu d'exécution	4
3.	Caractéristiques du marché	5
3.1.	Forme du marché	5
3.2.	Technique achat	5
3.3.	Modalités d'exécution des bons de commande	5
3.4.	Montant de l'accord cadre	6
3.5.	Durée du marché et dates prévisionnelles d'exécution	6
3.6.	Variantes et prestations optionnelles	7
3.6.1.	Variantes	7
3.6.2.	Option	7
3.7.	Tranches conditionnelles	7
3.8.	Conditions de participations	7
4.	Documents contractuels	7
4.1.	Pièces contractuelles	7
4.2.	Modification du marché	8
4.3.	Inapplicabilité des conditions générales de vente des prestataires	8
4.4.	Obligations du titulaire au regard de sa situation sociale et fiscale	8
5.	Prix	8
5.1.	Prix du marché	8
5.2.	Détermination du prix	8
5.3.	Révision - actualisation	9
5.4.	Clause butoir	10
6.	Claude de réexamen	10
7.	Sous Traitance	10
8.	Facturation et paiements	10
8.1.	Présentation des demandes de paiement et envoi des factures	10
8.2.	Palements	11
8.3.	Avance Forfaitaire	11
8.3.1.	Avance forfaitaire versée au titulaire du marché	11
8.3.2.	Les avances versées aux sous-traitants	11
8.3.3.	Conditions de garanties pour le versement des avances	11
8.4.	Cessions ou Nantissement de créance	11
9.	Obligations du Titulaire	12
9.1.	Obligation de résultat	12
9.2.	Protection de la main d'œuvre	12
9.3.	Responsabilité du Titulaire	12
9.4.	Personnels intervenants pour le compte du Titulaire	12
10.	Contrôle et admission des prestations	13
10.1.	Contrôle	13
10.2.	Admission des prestations forfaitaires	13
10.3.	Admission des prestations hors forfait	13
10.4.	Communication de la décision d'admission, d'ajournement ou de rejet	13
11.	Protection de l'environnement	14
12.	Assurances Professionnelles	14
13.	Suspension en cas de force majeure	14
14.	Résiliation	14
14.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général	14
14.2.	Autres cas de résiliation	14
15.	Pénalités	14
15.1.	Dispositions générales	14
16.	Conditions générales d'achat	15

BÂTIMENT 78

16.1.	Secret Professionnel et obligation de discrétion.....	15
16.2.	Correspondant attitré.....	15
16.3.	Personnel affecté aux prestations	16
17.	Protection des données	16
18.	Juridictions compétentes	16
19.	Dérogation au CCAG travaux.....	16

1. PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC PASSANT LE MARCHÉ

SAS SEB78
2 avenue de la Préfecture
CS 64204
35042 RENNES CEDEX

Personne Responsable des Marchés / Signataire/ Ordonnateur
Monsieur le Président
Comptable assignataire des paiements
Monsieur le Trésorier

2. OBJET DU MARCHÉ

2.1. OBJET

Le présent marché a pour objet les prestations d'entretien courant, de la gestion des consommables sanitaires et des déchets, ainsi que le nettoyage de la vitrerie, aux bénéfices des occupants et du Bâtiment 78.

Le Bâtiment 78 comprend :

- Le bâtiment existant de 14 000 m² comprenant :
 - o 6 800 m² d'ateliers,
 - o 1 500 m² de bureaux, espaces de travail, espaces mutualisés (9 salles de réunion, une salle de conférence de 260 m², une cafétéria, une cour logistique, une salle détente),
 - o un atrium végétalisé de 400 m²,
 - o une rue intérieure de 3 000 m²
 - o un espace vitrine/démonstration de 230 m²
- Un bâtiment de 11 000 m², livré en juillet 2026, comprenant à terme :
 - o

Le bâtiment 78 accueille des startups industrielles en phase de prototypage ou de présérie.

Il s'adresse principalement à des entreprises de moins de trois ans qui souhaitent s'engager concrètement dans une démarche de décarbonation, prioritairement dans les domaines de la mobilité décarbonée, le bâtiment durable, la robotique et les nouvelles énergies.

La description des prestations attendues est précisée dans le Cahier des Charges Technique.

Il s'agit principalement du nettoyage courant incluant la fourniture et l'approvisionnement en produits d'hygiène et sanitaire associés et du nettoyage de la vitrerie tant intérieure qu'extérieure.

Les espaces extérieurs au bâtiment (espaces verts et parkings) ne sont pas inclus dans le périmètre du marché à l'exception du parvis.

Le Titulaire du marché est tenu à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations souscrites.

2.2. ALLOTISSEMENT

La consultation est allotie en 2 lots :

lot 01 - Prestations Nettoyage et Entretien Bâtiment 78

lot 02 - Vitreries des façades et périphérie du Bâtiment 78

2.3. LIEU D'EXECUTION

Le marché s'exécute sur un seul site situé la Janais 3 rue Pierre et marie Curie 35131 Chartres de Bretagne

3. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché de fournitures courantes et de services selon la procédure de l'appel d'offres ouvert.

Ce marché est un marché soumis aux dispositions des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

3.2. TECHNIQUE ACHAT

Le marché est passé selon la technique de l'accord cadre défini à l'article L2521-1 du code de la commande publique.

L'accord cadre est mono attributaire.

Le marché s'exécute :

- Pour partie, sous forme de prestations récurrentes précisées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- Pour partie sous forme de prestations occasionnelles ou exceptionnelles définies et chiffrées dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU). Elles s'exécutent par bon de commande

Chaque lot fait l'objet d'un accord cadre

La SEB78 confie au titulaire, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, l'exécution de la totalité des prestations définies au présent marché, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

À l'expiration de l'accord-cadre, aucun bon de commande ne pourra plus être émis, mais l'exécution des bons de commande déjà émis sera poursuivie jusqu'à son terme. La durée d'exécution des bons de commande ne pourra cependant pas excéder de plus de 3 mois la fin de validité de l'accord-cadre.

3.3. MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations exceptionnelles ou occasionnelles s'exécutent par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Lors de la survenance du besoin, la SEB 78 émet un bon de commande précisant les prestations attendues, leur quantité, les délais de livraison notamment.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence sur la base des dispositions prévues à l'accord cadre (prix, descriptif des prestations ...).

Outre les dispositions légales, le bon de commande émis comporte :

- Les références du marché
- Le libellé et le détail des prestations demandées
- Les quantités
- Le prix hors taxes déterminé dans les conditions fixées au bordereau de prix,
- Les délais ou dates précises d'exécution,
- Les conditions particulières d'exécution, le cas échéant,

Le bon de commande est adressé par courriel ou courrier postal ou par tout autre moyen permettant d'en accuser date de réception.

En dérogation à l'article 3.7 du CCAG/FCS, au cas où il n'accepterait pas une ou plusieurs indications portées au bon de commande, le Titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours pour signifier par écrit son désaccord, ce délai partant de la date de notification du bon de commande. A défaut d'une telle signification, la commande est réputée acceptée par le Titulaire.

Aucune prestation réalisée en dehors d'un bon de commande, ne peut faire l'objet d'un paiement

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date fixée dans celui-ci, à défaut de mention en ce sens, le point de départ sera la date de notification du bon de commande. La durée de validité des bons de commande va jusqu'à la date d'admission définitive des prestations auxquels ils se rapportent. La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le Titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation.

A l'expiration de cette durée, l'acheteur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande, soit émettre un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations objet du ou des bons de commande suspendus.

3.4. MONTANT DE L'ACCORD CADRE

Pour les prestations relevant de la tranche ferme :

S'agissant des prestations traitées à bon de commande, l'accord cadre sera conclu sans minimum et avec un montant maximum annuel de 20 000 € HT.

S'agissant des prestations récurrentes, l'accord cadre sera conclu sans minimum et avec un montant maximum annuel de 80 000 € HT.

S'agissant d'estimatifs, ces valeurs ne constituent pas un engagement de commande.

Pour les prestations relevant de la phase conditionnelle :

S'agissant des prestations récurrentes, l'accord cadre sera conclu sans minimum et avec un montant maximum annuel de 16 000 € HT.

3.5. DUREE DU MARCHE ET DATES PREVISIONNELLES D'EXECUTION

Lot 01 – Prestations Nettoyage et Entretien Bâtiment 78

Le marché est d'une durée ferme de 12 mois.

Le marché se renouvelle 3 fois par période de 12 mois.

La décision de reconduction ou de non-reconduction est notifiée au titulaire 90 jours calendaires avant la date d'échéance de chaque période par lettre recommandée avec avis de réception ou par voie électronique via la plateforme PLACE.

Le titulaire ne peut s'opposer à la décision de reconduction ou non-reconduction du marché ni prétendre à une quelconque indemnité en cas de non-reconduction

Le planning d'exécution des prestations est le suivant :

- Date prévisionnelle de notification du marché : 1er décembre 2025
- Date prévisionnelle de début des prestations : 2 janvier 2026
- Date de fin de marché, période initiale : 31 décembre 2026, toutes éventuelles reconductions comprises
- Date de fin de marché, toute reconduction comprise : 31 décembre 2029

Lot 02 – Vitreries des façades et périphérie du Bâtiment 78

Le marché est d'une durée ferme de 12 mois.

Le marché se renouvelle 3 fois par période de 12 mois.

La décision de reconduction ou de non-reconduction est notifiée au titulaire 90 jours calendaires avant la date d'échéance de chaque période par lettre recommandée avec avis de réception ou par voie électronique via la plateforme PLACE.

Le titulaire ne peut s'opposer à la décision de reconduction ou non-reconduction du marché ni prétendre à une quelconque indemnité en cas de non-reconduction

Le planning d'exécution des prestations est le suivant :

- Date prévisionnelle de notification du marché : 1er décembre 2025
- Date prévisionnelle de début des prestations : 2 janvier 2026

BÂTIMENT 78

- Date de fin de marché, période initiale : 31 décembre 2026, toutes éventuelles reconductions comprises
- Date de fin de marché : 31 décembre 2029

3.6. VARIANTES ET PRESTATIONS OPTIONNELLES

Une variante est la possibilité de présenter une solution alternative à celle définie dans le CCTP.
Une option est une prestation supplémentaire à la solution de base définie dans le CCTP.

Le candidat répondra obligatoirement à l'offre de base.

Les exigences minimales que les offres doivent respecter sont stipulées dans le cahier des clauses techniques particulières

L'offre variante et l'option doivent répondre au besoin de l'acheteur et être conforme à la réglementation en vigueur.

Les variantes et les options sont clairement identifiées comme telles dans la proposition du candidat

3.6.1. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées

3.6.2. OPTION

Le marché prévoit de prestations supplémentaires suivantes :

- Prestations suivant descriptif au Bordereau de Prix Unitaire

Le détail des options est précisé dans le CCTP.

La SEB78 n'est pas obligée de souscrire aux prestations décrites ci-dessus. Elle se réserve le droit de souscrire une ou plusieurs de ces prestations en cours de marché, selon la survenance du besoin.

3.7. TRANCHES CONDITIONNELLES

L'exécution du marché est décomposée en une tranche ferme et une tranche conditionnelle, ainsi détaillées :

- Tranche ferme pour les lots 1 et 2 :
 - o Espace 1 de 14 000 m²
- Tranche conditionnelle 1 pour le lot 1 :
 - o Espace 2 de 11 000 m² livré prévisionnellement en janvier 2027 à réception des ouvrages

L'exécution de la tranche conditionnelle est subordonnée à la délivrance d'un ordre de service de La SEB78 notifié au titulaire, accordant un délai minimal de 1 mois entre la notification et le démarrage des prestations objet de la tranche conditionnelle.

Les décisions de non-affermissement ou de report d'exécution de la tranche conditionnelle est notifiée au titulaire par ordre de service.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de dédit si l'exécution de la tranche conditionnelle n'est pas notifiée dans les délais précités ou abandonnée par La SEB78.

3.8. CONDITIONS DE PARTICIPATIONS

Il est fait application de l'annexe 7 de la convention collective du secteur du nettoyage.

4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

4.1. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses annexes dans leur dernière version éventuellement modifiée par mise au point du marché et/ou avenant ;

- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- la convention collective nationales des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011

4.2. Modification du marché

Toute modification du marché fait l'objet d'un avenant régulièrement signé par les parties et notifié.

4.3. Inapplicabilité des conditions générales de vente des prestataires

Les conditions générales de vente des entrepreneurs, fournisseurs et prestataires ne s'appliquent pas au présent marché.

Des clauses particulières de vente peuvent être présentées avec l'offre. Ces conditions seront jugées dans la valeur technique de l'offre. Il est ici précisé que ces clauses particulières peuvent être refusées ou négociées en totalité ou partie.

4.4. Obligations du titulaire au regard de sa situation sociale et fiscale

Le titulaire remet tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin du marché, les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

5. PRIX

5.1. Prix du marché

Les prix du marché sont des prix fermes et mixtes :

- Les prestations récurrentes sont traitées à prix forfaitaires
 - Les prestations exceptionnelles sont traitées à prix unitaires ou forfaitaires

L'unité monétaire est l'Euro, les prix sont exprimés hors T.V.A et toutes taxes comprises. La taxe sur la valeur ajoutée appliquée est celle en vigueur lors de l'exécution des prestations.

Conformément à l'article R2142-24 du Code de la Commande Publique, pour les candidats se présentant en groupement, l'un des opérateurs économiques du groupement désigné comme mandataire dans l'offre, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du Maître d'ouvrage. Ce mandataire coordonne l'ensemble des prestations des membres du groupement ainsi que les paiements au groupement.

Si le groupement est conjoint, tous les membres du groupement signent l'acte d'engagement.

En ce cas, il est indiqué, dans l'annexe relative aux groupements d'entreprise, le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » correspondant à la date limite de remise des plis de la présente consultation.

Un prix ferme est un prix invariable pendant la durée du marché

Néanmoins, lorsqu'un marché de travaux ou un marché de fournitures et de services autres que courants est conclu à prix ferme, ses clauses doivent prévoir les conditions de son actualisation

5.2. Détermination du prix

Le candidat est réputé avoir pris en considération toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations et travaux demandés par la CCI Ille et Vilaine et en particulier :

- Avoir pris tous les renseignements complémentaires qu'il jugeait utiles auprès de la CCI Ille et Vilaine et auprès de tous services et autorités compétentes ;
- Avoir apprécié exactement les conditions d'exécution des prestations et travaux, s'être rendu compte parfaitement de leur nature, leur importance et leur particularité ;
- Avoir posé toutes questions utiles préalablement au dépôt de son offre ;

En conséquence, les prix du présent marché incluent toutes les taxes, charges et assurances, et, d'une manière générale, tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations et notamment :

- la main d'œuvre, les frais de déplacement, d'hébergement ... liées à l'exécution des prestations ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations et notamment les assurances, la main d'œuvre, les produits et consommables nécessaires à l'exécution des prestations, le transport, la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention et de déchargement jusqu'au lieu de livraison, encore les frais d'ajournement ou de rejet des prestations.
- Toutes les charges sociales, fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations
- la mise à disposition du matériel et l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations ;
- les frais liés à l'élimination ou la valorisation des déchets dans le respect des normes en vigueur ;
- les frais liés à l'application de la réglementation en termes d'hygiène, de sécurité et de protection des travailleurs ;
- les frais liés aux mesures devant éventuellement être prises par le titulaire pour respecter les obligations de respect des règles de sécurité ou de confidentialité sur certains sites.

Aussi, il s'engage ou engage le groupement dont il est mandataire, sans réserve, conformément aux dispositions émises tant par le marché que par les documents et textes qui y sont visés et/ou annexés, à exécuter le marché tel que défini dans ces pièces et son offre.

5.3. Révision - actualisation

Les prix sont ferme la première année.

Les prix sont révisibles les années suivantes. La révision s'applique pour une année entière, à la hausse comme à la baisse.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement, à partir du premier jour de la première reconduction, par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$\text{Prix révisé} = p_0 \times (I_n / I_0)$$

Où :

Po : Prix HT en cours d'application (ou prix HT initial de l'offre) établi sur les conditions économiques du mois M0 du marché

In : Dernier indice connu et publiée, même provisoire, au moment du calcul de la révision des prix

Io : valeur de l'indice du même trimestre de référence utilisé pour la demande de révision des prix (ou de l'offre initiale pour la 1ère révision des prix).

Les valeurs de l'indice Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public sont publiées par l'INSEE et référencées sous le n°010766785.

La dernière valeur connue de l'indice est de 106.9 (p) (valeur du 2ième trimestre 2025)

Les prix ainsi révisés sont fermes pour une année.

La révision des prix ne pourra être prise en compte que si la demande a été dûment notifiée à l'acheteur avec un préavis d'au moins (2) mois avant la date prévue pour son application

La demande de révision doit être transmise par courriel et doit inclure le détail du calcul (avec date, signature et cachet de la société).

Les prix révisés ne font pas l'objet d'un avenant.

5.4. Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de la révision des prix sera limitée à une augmentation de 2 % (Deux pour cent) maximum entre deux années civiles successives.

Le contrat s'exécute selon le prix résultant de l'application de la clause butoir et le fournisseur est tenu de livrer les prestations suivant le prix plafonné.

6. CLAUDE DE REEXAMEN

En application de l'article R2194-1 et suivants du code de la commande publique, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Des fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas le marché
- Intégration de prestations nouvelles ou fourniture de nouveau matériels nécessaires à l'objet du présent marché
- Ajustement de la durée du marché ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation
- Modifications de faible montant
- Modifications de volume des prestations récurrentes
- Variation à la hausse ou à la baisse de la fréquence de nettoyage des prestations récurrentes
- Besoins imprévus de mesures exceptionnelles (nettoyage intensif, mise en place de protocole spéciaux impactant l'organisation et le dispositif initialement prévus ou modifiant les zones d'intervention
- Suspension de prestations récurrentes sur une période d'un mois ou plus
- Adaptation du titulaire à une modification de l'organisation des lieux entre deux locataires d'un espace

La clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de la SEB 78 et est notifiée au titulaire par avenant.

7. SOUS TRAITANCE

La sous traitance totale du marché n'est pas autorisée

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des travaux, sous réserve d'obtenir préalablement l'agrément de la SEB 78.

Le titulaire du marché adresse la demande de sous traitance en transmettant l'imprimé DC4 dûment signé et accompagné de l'ensemble des pièces requises.

Ces documents doivent impérativement parvenir à la SEB 78 15 jours avant tout début d'intervention du sous-traitant.

8. FACTURATION ET PAIEMENTS

8.1. Présentation des demandes de paiement et envoi des factures

La transmission des demandes de paiement se fait par voie postale uniquement, à l'adresse suivante : SEB78, service comptabilité, 2 avenue de la Préfecture CS 64204 35042 Rennes cedex

Il est établi une facture par mois pour le lot 1.

Il est établi une facture par semestre pour le lot 2.

Outre les mentions légales, les factures comportent :

- L'intitulé du marché, sa date et son numéro de marché ;
- La référence du bon de commande (DA n°xxx) ;

L'exactitude des mentions ci-dessus listées conditionne le règlement des prestations

8.2. Paielements

Les paiements se font par virement. A cet effet, le titulaire fournira un RIB.

Les paiements sont effectués à termes échus

Le paiement des prestations hors forfait intervient après réalisation complète des prestations prévues par bon de commande

Le délai global de paiement est de 30 jours conformément à la réglementation applicable aux marchés publics.

8.3. Avance Forfaitaire

8.3.1. Avance forfaitaire versée au titulaire du marché

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf en cas de refus du Titulaire indiqué à l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, la SEB 78 versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

En application de l'article R2191- 7 du Code de la Commande Publique,

- Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.
- Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée à l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le bénéficiaire de l'avance, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

8.3.2. Les avances versées aux sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

Le Titulaire transmet immédiatement à la SEB 78 la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire conformément à l'article R. 2193-20 du code de la commande publique.

8.3.3. Conditions de garanties pour le versement des avances

la SEB 78 conditionne le versement de l'avance à la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité du montant de l'avance. Cette garantie à première demande doit être conforme au modèle annexé à l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire pris en application des articles R 2191-37 et R2391-25 de Code de la commande publique.

A défaut, le versement de l'avance ne sera pas effectué, le délai de paiement ne pouvant alors courir.

8.4. Cessions ou Nantissement de créance

En cas de nantissement ou de cession de créance et sur la demande du Titulaire du marché, il sera délivré, sur demande expresse, par la SEB 78 un certificat de cessibilité.

Il est précisé qu'à défaut de notification ou signification conforme aux dispositions réglementaires en vigueur et en particulier à la réglementation applicable aux marchés publics et au code monétaire et financier, de la cession par l'organisme bénéficiaire de la cession, la cession sera inopposable à la SEB 78. En ce cas, le paiement sera effectué entre les mains du Prestataire. En particulier, aucun paiement ne sera effectué entre les mains d'un tiers au marché à défaut de notification ou signification à la SEB 78 de l'original du certificat de cessibilité.

9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1. Obligation de résultat

Pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire est tenu à une obligation de résultat. Il exécute ses prestations conformément aux règles de l'art, aux normes de qualité et de sécurité, à la législation en vigueur.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que du personnel qu'il désigne pour effectuer la mission.

Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité et de sécurité.

Le titulaire informe sans délai SEB78 de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du présent marché, de nature à retarder ou en compromettre l'exécution.

9.2. Protection de la main d'œuvre

Le Titulaire produit tous les 6 mois à compter de la notification du marché jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D. 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Si le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par chaque membre du groupement.

Le Titulaire remet également à SEB78 une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le Titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'acheteur pourra soit appliquer la pénalité prévue au présent CCAP soit résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire dans les conditions prévues au présent CCAP.

9.3. Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans la limite de ses obligations contractuelles :

- A son personnel ou à des tiers
- A ses biens, à ceux de la SEB 78, aux occupants des lieux ou à des tiers

9.4. Personnels intervenants pour le compte du Titulaire

Une liste nominative du personnel intervenant dans les locaux est établie et fournie par le Titulaire.

Les qualifications du personnel y seront mentionnées.

Le Titulaire devra certifier que toutes les personnes qu'il emploie pour réaliser les prestations sur le site sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Cette liste nominative est continuellement tenue à jour.

La SEB 78 peut en faire la demande au Titulaire à tout moment.

L'équipe affectée à l'exécution des prestations par le Titulaire relève de la seule autorité hiérarchique et disciplinaire de celui-ci.

La SEB 78 s'interdit de donner d'ordre directement au personnel du titulaire. Toute demande doit transiter par le correspondant permanent du titulaire.

Le titulaire s'engage à faire observer le règlement intérieur ainsi que les règles de sécurité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur le site.

Il est de la responsabilité du titulaire d'adapter le niveau des effectifs de l'équipe affectée aux prestations du présent marché en fonction des évolutions de la volumétrie traitée, de sorte à respecter en toutes circonstances les exigences du CTP.

10. CONTROLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS

10.1. Contrôle

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- Le respect des exigences et l'atteinte des résultats définis au CCTP,
- La qualité des prestations exécutées et l'atteinte des niveaux de qualité définis au CCTP,
- L'état des installations et des locaux entretenus,
- La qualification et l'effectif du personnel intervenant,
- La tenue à jour des procédures et de la documentation le cas échéant.

10.2. Admission des prestations forfaitaires

Outre les moyens de vérification prévus au CCTP, les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG FCS et dans le délai maximum de 3 jours

10.3. Admission des prestations hors forfait

Les prestations sont soumises à des vérifications qualitatives et quantitatives. Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

- Aux dispositions le cas échéant du bon de commande auxquelles elles se rapportent ;
- Aux spécifications techniques contenues dans le cahier des clauses techniques particulières et dans l'offre du titulaire.

Les opérations de vérification qualitative permettent à l'acheteur de s'assurer du bon fonctionnement des équipements et des fournitures livrés ou du parfait achèvement des prestations réalisées.

Les résultats des opérations de vérification sont consignés dans un procès-verbal.

Au vu du procès-verbal précité, le personnel habilité notifie au titulaire une décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des prestations dans les conditions définies à l'article 25 du CCAG/FCS.

Cette décision, à laquelle est annexé le procès-verbal précité, est établie en deux exemplaires :

- Un exemplaire pour notification au titulaire ;
- L'exemplaire original est conservé par le personnel habilité.

La décision de rejet prononcée par le personnel habilité sera assortie d'un délai pour permettre au titulaire de rectifier les prestations en vue d'une nouvelle vérification.

En cas de rejet définitif à la deuxième présentation pour vérification, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

Les frais consécutifs aux décisions de rejet sont à la charge exclusive du titulaire.

Dans l'hypothèse où du matériel a été livré, le délai d'enlèvement par le titulaire des prestations ajournées ou rejetées est fixé à un mois à compter de la notification de la décision de rejet ou d'ajournement au titulaire. Passé ce délai, la SEB 78 est dégagée de la responsabilité de dépositaire.

10.4. Communication de la décision d'admission, d'ajournement ou de rejet

A l'issue des opérations de vérification, le représentant de l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement ou de rejet, et ce conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG/FCS.

Si la prestation n'est pas conforme aux stipulations du marché ou du bon de commande, le représentant de l'acheteur peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, et ce dans un délai qu'il prescrit (par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG/FCS).

Par la suite, les décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet sont prises conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG/FCS.

Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés

11. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale ainsi que les spécifications prévues au CCTP.

En particulier, le Titulaire s'engage à utiliser autant que possible des produits éco-labellisés ou à faible impact environnemental, à limiter la consommation d'eau et d'énergie ainsi que respecter les consignes en matière de tri et de gestion des déchets dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Titulaire s'engage à respecter les règles en vigueur et à contribuer aux actions d'optimisation menées par la SEB 78 sur ces déchets

12. ASSURANCES PROFESSIONNELLES

Préalablement à tout début d'exécution du marché, le titulaire devra justifier :

- De sa couverture au titre de la responsabilité civile ;
- De sa couverture au titre de la responsabilité professionnelle en cas de dommage en cours d'exécution du marché ;

13. SUSPENSION EN CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de difficulté d'exécution dues à une situation de force majeure, l'acheteur peut suspendre totalement ou partiellement l'exécution des prestations forfaitaires prévues au marché.

A l'issue de la suspension, un avenant déterminera les modifications du marché éventuellement nécessaires, sa reprise à l'identique ou sa résiliation ainsi que les sommes dues au Titulaire ou, le cas échéant, les sommes dues par ce dernier à l'acheteur

14. RESILIATION

14.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS

En cas de résiliation pour un motif d'intérêt général et, il n'y aura pas lieu à versement d'une indemnité de résiliation au profit du titulaire.

Seules, les prestations réalisées avant la date d'effet de la résiliation seront réglées.

14.2. Autres cas de résiliation

La résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire dans l'exécution des prestations du marché conformément à l'article 41 du CCAG/FCS

En complément des situations énoncées à l'article 41.1 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché :

- En cas de retard récurrent
- Si le niveau des prestations est non conforme aux attentes
- En cas de non-respect des dispositions du Code du Travail
- En cas de non-respect des obligations de confidentialité imposées à ses personnels ou sous-traitants
- En cas de non-respect des règles de sécurité mettant en situation dangereuse ses personnels ou les occupants du site

15. PENALITES

15.1. Dispositions générales

BÂTIMENT 78

Conformément à l'article 3.2.1 du CCAG/FCS, tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Sauf disposition précise contraire, les délais s'entendent en jours ouvrés, conformément au 3.2.5 du CCAG/FCS, hors samedis, dimanches et jours fériés

Conformément aux dispositions du CCAG, il est fait application de pénalités dont le détail et les modalités d'application sont précisés à l'article 18 du CCTP.

Les pénalités ne sont pas assujetties à TVA, les documents les constatant indiquent clairement leur nature de pénalité ;

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure. Elles sont limitées à 10% du montant de la prestation visées.

Les pénalités sont déduites des paiements à effectuer au Titulaire.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités

Par dérogation aux dispositions du CCAG, le titulaire sera soumis aux pénalités même si leur montant total est inférieur à 1 000 euros ;

16. CONDITIONS GENERALES D'ACHAT

16.1. Secret Professionnel et obligation de discrétion

Les candidats et le titulaire du marché sont tenus à une obligation de confidentialité et de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, documents de tout ordre, décisions dont ils auront connaissance au cours du présent marché.

Ils s'interdisent toute divulgation à des tiers quelle que soit la forme de celle-ci et notamment toute communication orale ou écrite sur les activités de la SEB 78 et des occupants du site.

Le Titulaire doit informer l'ensemble ses personnels, de ses sous-traitants ou autres prestataires des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par l'ensemble de personnes intervenants par son intermédiaire.

Le Titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché

Avant tout début d'exécution du marché, le Titulaire signera une attestation de confidentialité l'engageant ainsi que ses personnels et sous-traitants.

Cette attestation de confidentialité contiendra une interdiction de prise de photo, vidéo quelle que soit la modalité de captation d'image et/ou de son, ainsi que la reproduction ou diffusion d'image ou de son dont il pourrait avoir connaissance lors de l'exécution de ses prestations. Cette interdiction vise les personnes comme les biens présents sur l'ensemble du site (espaces intérieurs ou extérieurs)

Avant tout début d'exécution, il sera remis au Titulaire le règlement intérieur régissant la vie du bâtiment.

16.2. Correspondant attitré

Afin de faciliter l'exécution du marché et pour assurer le suivi de qualité, le titulaire du marché s'engage à mettre à disposition de la SEB 78, un référent et à fournir les coordonnées précises de cette personne (nom, adresse, fax...).

Toutes les notifications (notamment celles contenant des ordres de service ou bons de commande) pourront être effectuées par voie électronique ou télécopie, en donnant lieu à accusé réception. Elles seront valablement effectuées à l'attention du correspondant attitré.

16.3. Personnel affecté aux prestations

Le titulaire met en œuvre toutes les actions nécessaires afin que le personnel qu'il fait intervenir sur les sites de la SEB 78 soit parfaitement qualifié et formé. Sur simple demande de celle-ci, il produit la preuve des qualifications de ses personnels.

17. PROTECTION DES DONNEES

Il est fait référence aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG fournitures courantes et services.

Les traitements de données personnelles réalisés par le maître d'ouvrage lors de cette procédure sont réalisés conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit RGPD). Ils ont pour finalité d'assurer le bon déroulement de la procédure, de permettre au maître d'ouvrage de procéder à l'analyse des candidatures et de communiquer avec les candidats.

Les destinataires exclusifs de ces données sont les personnes en charge de la mise en œuvre de la procédure. En aucun cas, le maître d'ouvrage ne peut communiquer ces données à des tiers.

Les destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnes chargées de suivre l'exécution de la procédure.

Les données collectées lors du dépôt des candidatures et des offres seront conservées pendant une période minimale de 5 ans à compter de la date de signature du marché public de maîtrise d'œuvre objet de la consultation.

La personne concernée par un traitement de données à caractère personnel dispose à tout moment d'un droit d'accès à ses données, d'un droit de rectification de ses données en les mettant à jour ou en les faisant rectifier, d'un droit à la limitation du traitement en sollicitant sa suspension, d'un droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel, d'un droit à l'effacement en sollicitant la suppression des données à caractère personnel le concernant et d'un droit à la portabilité en récupérant ses données à caractère personnel afin d'en disposer. La demande relative à l'exercice de ces droits s'effectue par courriel (delphine.david@ille-et-vilaine.cci.fr).

18. JURIDICTIONS COMPETENTES

Les parties au marché désignent comme juridiction compétente pour connaître de toutes contestations liées au présent marché public le Tribunal Administratif de Rennes, Ille et Vilaine, France.

19. DEROGATION AU CCAG TRAVAUX

Les dérogations des pièces du marché au CCAG

Articles du CCAP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG auquel il est dérogé
10	14